

DECLARATION

au sujet de l'intervention de l'armée comorienne dans l'île d'Anjouan

Depuis 2006, le Collectif Comores-MasiwaMane ne cesse de mettre en garde le gouvernement du président Sambi et le Ministre des Relations extérieures sur les conséquences néfastes des concessions faites à la diplomatie française. Cela ne les a pas empêchés de se laisser séduire, notamment lors de la réception du Président comorien à l'Élysée, par une pseudo collaboration censée trouver une solution au contentieux entre la France et les Comores sur l'île comorienne de Mayotte. Aujourd'hui, l'Etat français annonce l'organisation d'un référendum à Mayotte pour consolider la position de cette île au sein de la République française et le Ministre des Relations extérieures qui prétendait, l'année dernière, qu'une telle chose n'était pas envisageable continue à faire croire que des négociations sont en cours. Alors que chacun sait que dans ces hautes instances on ne parle que de co-développement entre « les Comores et les îles françaises de la Réunion et de Mayotte », la France considérant qu'elle peut mettre fin au conflit en offrant quelques subsides aux divers gouvernements comoriens depuis ceux du colonel Azali. Tous les patriotes comoriens doivent continuer et amplifier leur combat contre la dénaturation que constitue la départementalisation de l'île comorienne de Mayotte.

Mais, les revers que nous subissons, du fait de notre gouvernement, à propos de la question de Mayotte, ne doivent pas décourager les associations de la société civile et les amener à rejeter toute initiative venant de ce même gouvernement, et surtout pas sous le prétexte qu'il s'agit d'une question politique. L'intérêt national doit primer et le combat pour l'unité nationale est un combat hautement *politique* qui implique des choix *politiques*.

Il nous paraît périlleux et même inconcevable de mettre sur le même plan un Président légitimement élu et un rebelle qui n'hésite pas à torturer des citoyens comoriens, en les faisant enlever de leurs maisons, en pleine nuit, devant leurs femmes et leurs enfants. Personne ne doit rester indifférent aux souffrances et aux tortures subies par une partie de la population comorienne. Chacun doit se rappeler que ce n'est pas la première fois que des Comoriens subissent les conséquences du laisser-aller qui a élevé les séparatistes tortionnaires d'hier en partenaires de discussions.

Le Président Sambi a décidé d'ordonner à l'armée nationale de mettre fin à l'anarchie, aux discours et aux actes séparatistes à Anjouan. Le Chef d'Etat-major affirme que l'armée est prête pour cette mission. Tous ceux qui depuis 1997 s'opposent à la gangrène séparatiste ne peuvent que se réjouir. En effet, il est du devoir du Président de la République de rétablir l'ordre et de faire cesser les souffrances des citoyens comoriens, le plus rapidement possible, sur toute l'étendue de notre territoire.

C'est pourquoi, le Collectif Comores-MasiwaMane, fidèle aux principes qui ont présidé à sa création, c'est-à-dire la défense de l'intégrité territoriale et de l'unité des Comores, affirme son soutien sans faille au gouvernement de l'Union des Comores et à l'Armée nationale dans sa mission de rétablissement de l'ordre constitutionnel à Anjouan. Quelle que soit l'issue de cette opération, on ne peut reprocher au gouvernement de l'Union et à l'armée nationale de tenter de se montrer digne de la confiance du peuple, alors que les négociations sont bloquées par l'intransigeance des rebelles et leur volonté de mettre à genoux l'Etat comorien.

Comme cela a été dit à plusieurs reprises, il ne s'agit pas de l'affaire du Président Sambi, ni celle des seuls Anjouanais, mais de tous les Comoriens. En outre, toutes les conséquences d'une telle opération ne peuvent être ni anticipées ni maîtrisées. Ainsi, nous appelons à la responsabilité de tous afin de permettre une issue favorable à l'unité du pays.

Enfin, le Collectif Comores-MasiwaMane ne peut que mettre en garde les autorités de l'Union contre les initiatives de certains prétendus amis qui, par des mesures dilatoires, entendent pérenniser cette crise qui affaiblit l'Etat comorien depuis 11 ans et le contraint à ne plus défendre ses intérêts au niveau international, en particulier s'agissant de l'île comorienne de Mayotte.

Collectif Comores-MasiwaMane
Le 22 février 2008